

Cahier des charges

Mise à disposition d'un casier réfrigéré

1 - Contexte et définition

La Communauté de Communes du Pays d'Orthe et Arrigans souhaite soutenir le développement des circuits courts et favoriser et accompagner les initiatives locales, la Communauté de communes du Pays d'Orthe et Arrigans a ainsi lancé début 2020 la 1ère édition de l'Annuaire des produits du territoire. Ce projet né de la volonté des élus de valoriser les circuits courts et répondre à d'importants enjeux de territoire : valorisation du terroir, création d'emplois locaux et développement de l'économie circulaire. Cette volonté est inscrite dans La stratégie de développement économique de la Communauté de communes du pays d'Orthe et Arrigans depuis 2021.

La collectivité a acheté en 2022 un casier réfrigéré afin de permettre à des producteurs locaux de vendre les produits sur le territoire. Elle souhaite aujourd'hui mettre à disposition ce casier ainsi qu'une portion du domaine public à un tiers afin que celui en assure la gestion complète pour son propre compte.

2 - Objectif

La Communauté de communes souhaite mettre à disposition un casier réfrigéré à une entreprise qui ferait son affaire de la totalité de la gestion de celui-ci pour son propre compte. La CCPOA mettra également à disposition une portion de son domaine public sur laquelle le casier devra être installé.

Le module est configuré avec des casiers à température ambiante et des casiers alimentés en froid.

Le côté gauche contient 22 casiers et le "côté fond" 40 casiers.
3 tailles différentes sont possibles.

Le casier est visible sur le territoire - Route de Peyrehorade, 40300 Saint-Lon-les-Mines.



3 – Obligations des parties

L'occupant aura à sa charge exclusive :

- Le déplacement du casier de son lieu actuel jusqu'à l'aire de covoiturage d'Orthevielle qui sera le plus adéquate à ce projet pour optimiser ainsi la visibilité (localisation jointe en annexe). Le casier est actuellement implanté à Saint-Lon-les-Mines ;
- La gestion de la mise en service et la maintenance de l'appareil (technique, informatique, internet) ainsi que son bon fonctionnement leur permettant d'exploiter le casier (terminal de paiement etc.) ;
- L'assurance du casier mise à disposition et de son activité (risques locatifs et responsabilité civile professionnelle) ;
- Le contact avec les producteurs du territoire ;
- Le développement une communication ;
- Le flocage du casier avec une obligation de faire apparaître les logos de la collectivité et de la Vallée du Kiwi (les visuels seront fournis à l'occupant) ;
- La gestion quotidienne et intégrale du casier (approvisionnement, règles d'hygiène, gestion des dates...).

Pour Communauté de Communes du Pays d'Orthe et Arrigans

La CCPOA mettra à disposition son casier réfrigéré ainsi qu'une portion du domaine public moyennant le paiement d'une redevance d'occupation du domaine public.

La collectivité prendra à sa charge :

- L'installation électrique ;
- La réalisation d'une dalle (proportionnée à la taille du casier) et plateforme ERP ;
- L'assurance propriétaire du casier
- L'installation et la maintenance des extincteurs ;
- Le dépôt de la déclaration préalable.

Durant la 1^{ère} année de fonctionnement, la CCPOA mettra à disposition à titre gracieux le casier automatique (afin notamment de procéder à son installation et de tester la solvabilité / réussite de ce projet).

L'abonnement et les consommations d'électricité seront gérées par la CCPOA. La CCPOA refacturera annuellement et au prorata de l'utilisation, le coût de l'abonnement et des consommations à l'occupant.

Afin de créer une animation autour du casier, la CCPOA pourra autoriser ponctuellement l'occupant à occuper une partie plus importante du domaine public sur l'aire de covoiturage afin d'organiser des événements (marché de producteurs locaux, rencontres...).

Un contrat d'occupation du domaine public sera établi avec le candidat retenu. Le contrat sera conclu pour une durée de 3 ans ferme à compter de sa signature.

Il est précisé que l'occupant aura à sa charge l'intégralité de la gestion du casier (à l'exception des éléments mis à la charge de la CCPOA, limitativement énumérés ci-dessus).

L'occupant sera seul responsable des dommages éventuellement causés à la CCPOA ou à des tiers du fait de son occupation ou de son activité (et notamment des produits commercialisés), et ce y compris en cas de sous-location des casiers à des tiers.

L'occupant devra fournir à la CCPOA un bilan annuel (quantitatif et qualitatif) sur le développement du casier.

Concernant la gestion des casiers, l'occupant sera seul chargé de l'approvisionnement de ceux-ci. Il devra à ce titre gérer les modalités et conditions d'approvisionnements avec ses fournisseurs. Il aura la possibilité de sous louer une partie des casiers afin que l'approvisionnement de ceux-ci soit géré par un tiers.

Une vigilance particulière sera demandée s'agissant de la qualité et de la fraîcheur des produits ainsi que de la gestion des dates limites de consommation et dates limites d'utilisation optimale.

5 – Redevance d'occupation du domaine public

Conformément à l'article L.2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, une redevance d'occupation du domaine public devra être réglée semestriellement à la CCPOA.

Au regard des investissements portés par l'occupant à l'installation, aucune redevance ne sera demandée pour la première année d'occupation.

Les candidats devront proposer un montant de redevance annuelle pour les années suivantes. Le montant minimum demandé par la CCPOA est arrêté à la somme de 500€ TTC par an.

6 – Conditions de la consultation

La présente consultation est organisée en application de l'article L.2122-1-1 du Code général de la propriété des personnes publiques.

Les candidats devront remettre les documents suivants afin de postuler pour la présente occupation du domaine public :

- Le dossier de candidature joint complété (ainsi que les pièces annexes listées)
- Une présentation succincte du projet (fournisseurs identifiés et notamment les fournisseurs locaux, un listing des produits envisagés et des prix de vente, modalités de gestion du casier, animations envisagés...).
- Une proposition de redevance à compter de la deuxième année d'exécution du contrat
- Tous les éléments que le candidat jugera utile

Modalités de remise : le dossier devra être remis sous pli cacheté indiquant « MISE A DISPOSITION D'UN CASIER REFRIGERE – NE PAS OUVRIR ».

Les dossiers devront être soit :

- Transmis par voie postale à l'adresse suivante : Communauté de communes du Pays d'Orthe et Arrigans - 156 route de Mahoumic - 40300 PEYREHORADE
- Remis en mains propres au siège de la Communauté de communes du Pays d'Orthe et Arrigans

Date limite de remise des candidatures : lundi 1er septembre 2025 à 16h00.

Renseignements complémentaires : par courrier électronique à m.cheboub@orthe-arrigans.fr – demandes à transmettre avant le 21 août 2025.

7 – Modalités de sélection du candidat

Un seul candidat sera retenu au vu des documents remis et des critères suivants (classés par ordre décroissant d'importance) :

- 1) La qualité et la provenance des produits proposés. La CCPOA souhaiterait que le casier serve de vitrine aux producteurs locaux.
- 2) La qualité de la gestion et de l'approvisionnement régulier des casiers
- 3) Le montant de la redevance annuelle proposée

Au vu des candidatures remises et d'une première analyse de celles-ci, la CCPOA se réserve la possibilité de négocier avec tout ou partie des candidats. La CCPOA se réserve également la possibilité d'auditionner tout ou partie des candidats ayant remis un dossier.

Un contrat d'occupation du domaine public sera mis au point et signé avec le candidat retenu.

La CCPOA se réserve la possibilité à tout moment de déclarer sans suite la présente consultation, et ce jusqu'à la signature du contrat.